

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture  
Direction de la Coordination  
Et de l'Appui Territorial

Bureau des Enquêtes Publiques et  
De l'Environnement

**ARRÊTÉ**

N° 2019-DCAT-BEPE-209 du - 5 SEP. 2019

**Imposant des prescriptions complémentaires à la société SFTR pour la poursuite de  
l'exploitation de ses installations à Montois la Montagne et Moyeuvre Grande**

LE PREFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

**Vu** le Code de l'Environnement ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté DCL n° 2018-A-16 du 10 avril 2018 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier DELCAYROU, Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié autorisant la société SITA FD à poursuivre l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) ainsi qu'à exploiter une installation de traitement de lixiviats provenant de l'extérieur sur le territoire des communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-199 du 8 octobre 2009 autorisant la société SFTR à reprendre l'exploitation de l'installation du centre de stockage de déchets non dangereux située sur le territoire des communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande ;

**Vu** le courrier de l'exploitant du 14 mars 2019 et le dossier associé ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 14 août 2019 ;

**Considérant** que les modifications apportées par la société SFTR ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que ces modifications ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article L. 181-14 du code de l'environnement ;

**Considérant** toutefois que ces modifications nécessitent d'être encadrées par des prescriptions complémentaires ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général,

## ARRÊTE

### Article 1er

**La société SFTR, dont le siège social est situé ZI chemin des marais à Saint-Brice-Courcelles (51),** est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté pour l'installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire des communes de Montois-la-Montagne et de Moyeuvre-Grande.

### Article 2

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié est remplacé par l'article ci-dessous :

« Article 1 :

La société SFTR, dont le siège social est situé ZI chemin des marais à Saint-Brice-Courcelles (51), est autorisée, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), ainsi qu'à exploiter une installation de traitement de lixiviats provenant de l'extérieur, sur le territoire des communes de MONTOIS-LA-MONTAGNE et MOYEUVRE-GRANDE, sur les parcelles cadastrées suivantes :

- commune de MONTOIS LA MONTAGNE : section A parcelles n° 680p et 678p ;
- commune de MOYEUVRE-GRANDE : section 14 parcelle n° 4p.

Pour les besoins du présent arrêté, il est utilisé les termes :

- Montois III : représente l'extension à exploiter ;
- Montois II : représente la partie en cours d'exploitation ;
- Montois I : représente la partie exploitée remise en état.

Ces zones sont délimitées sur le plan figurant à l'annexe III du présent arrêté.

La présente autorisation porte, pour la partie à exploiter (Montois III) sur une capacité maximale de stockage de déchets de 1 600 000 tonnes pour une durée de 20 ans à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007 jusqu'au 31 octobre 2027 (date prévue de fin d'exploitation) correspondant à un volume net d'environ **1 778 000 m<sup>3</sup>**.

La quantité maximale de déchets pouvant être admis sur le site est fixée à 100 000 tonnes/an pour l'ISDND (80 000 tonnes/an en moyenne sur la période autorisée), correspondant à un volume maximal de 100 000 m<sup>3</sup>/an.

Toutefois, en cas d'accident ou d'incident privant le département de la Moselle d'une installation de traitement ou de stockage de déchets ménagers et assimilés, la quantité maximale de déchets pouvant être admise sur l'ISDND peut être temporairement augmentée, sous réserve que l'exploitant en ait fait la demande au Préfet et que celui-ci ait donné son accord préalable.

La superficie totale des installations (site actuel et extension) est d'environ 35,9 ha, dont 25,5 ha réservés à l'enfouissement.

La superficie de la zone à exploiter est d'environ 13,7 ha dont 10,8 ha réservés à l'enfouissement et 0,76 ha pour la plate-forme de compostage.

Le stockage des déchets (extension) est effectué sur une hauteur maximale de 34 m.

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux concernant le site et antérieures au présent arrêté sont abrogées, à savoir notamment celles des arrêtés :

- n° 91-AG/2-72 du 01/02/1991 ;
- n° 97-AG/2-57 du 17/03/1997 ;
- n° 99-AG/2-177 du 12/07/1999 ;
- n° 2001-AG/2-96 du 08/03/2001 ;
- n° 2002-AG/2-291 du 23/10/2002 ;
- n° 2004-AG/2-459 du 19/10/2004 ;
- n° 2006-DEDD/1-267 du 11/07/2006. »



### Article 3

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié est remplacé par l'article ci-dessous.

#### « Article 2

Les installations dont l'exploitation est autorisée par le présent arrêté sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime	Capacité autorisée
2760.2.b	Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 : 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 : b) Autres installations que celles mentionnées au a)	Autorisation	Capacité maximale : 100 000 tonnes/an.
3540	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760-3 recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	Autorisation	100 000 tonnes/an.
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques <u>2515</u> , <u>2711</u> , <u>2713</u> , <u>2714</u> , <u>2716</u> , <u>2720</u> , 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, <u>2794</u> , <u>2795</u> et <u>2971</u> . La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 tonnes/jour.	Autorisation	Capacité maximale : 100 m <sup>3</sup> /jour dont 30 m <sup>3</sup> /jour de lixiviats provenant de sites extérieurs.

Pour l'ensemble des installations visées par l'article R. 515-58 du code de l'environnement et dont l'exploitation est autorisée par le présent arrêté, la rubrique principale est la rubrique 3540 relative au stockage de déchets non dangereux. »

### Article 4

L'article 12 de l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié est remplacé par l'article ci-dessous :

#### « Article 12 : principes de constitution des **subdivisions de casiers**

La zone à exploiter (Montois III) est divisée en **9 subdivisions de casiers**. La capacité et la géométrie **des subdivisions de casiers** doivent contribuer à limiter les risques de nuisances et de pollution des eaux souterraines et de surface. La hauteur des déchets dans **une subdivision** de casier doit être déterminée de façon à ne pas dépasser la limite de stabilité des digues et à ne pas altérer l'efficacité du système drainant défini à l'article 18 du présent arrêté.

**Les subdivisions de casier 3.1, 3.2, 3.3, 4.1, 4.2, 5.1 et 5.2 sont exploitées en mode bioréacteur. Leur superficie est inférieure ou égale à 7 000 m<sup>2</sup>. »**

### Article 5

L'article 19 de l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié est remplacé par l'article ci-dessous :

#### « Article 19 : drainage et collecte du biogaz

Pour ce qui concerne Montois I et II, les casiers contenant des déchets biodégradables susceptibles de produire encore du biogaz sont équipés d'un réseau de drainage des émanations gazeuses.

Pour ce qui concerne Montois III, les **subdivisions de casier** contenant des déchets biodégradables sont équipées, au plus tard un an après leur comblement, d'un réseau de drainage des émanations gazeuses. **La collecte du biogaz est en service dès la production du biogaz dans les subdivisions de casier exploitées en mode bioréacteur.**

Ces réseaux de drainage sont conçus et dimensionnés pour aspirer de façon optimale et sûre le biogaz et le diriger vers **des installations de valorisation (unités de traitement des lixiviats, torchère équipée d'un module d'évaporation des perméats).** »

## **Article 6**

L'article 35 de l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié est remplacé par l'article ci-dessous.

« Article 35 : Traitement des lixiviats

Article 35.1 : Dispositions générales

La dilution et l'épandage des lixiviats sont interdits.

Le traitement des lixiviats est réalisé suivant la solution évoquée à l'article 35.2 du présent arrêté.

La mise en œuvre de toute autre solution de traitement (interne ou externe) des lixiviats que celle évoquée à l'article 35.2 du présent arrêté doit faire l'objet d'une information préalable du Préfet **dans les formes prévues au code de l'environnement**.

Article 35.2 : Installation de traitement des lixiviats

**Les lixiviats sont traités par une unité fixe de traitement par évapocondensation appelée « flot tombant » qui consiste en :**

- un traitement thermique (évaporation) des lixiviats à partir de la chaleur produite par la combustion du biogaz destiné à la production de boues ; le traitement thermique ne génère aucun rejet liquide ;
- un procédé de compression mécanique des vapeurs émises par l'évaporateur permettant la condensation des vapeurs ;
- une tour de stripping injectant un flux d'air à contre courant des vapeurs condensées, de manière à en extraire les composés volatils (concentrat de COV) ;
- un épurateur thermique constitué d'une chaudière alimentée par la combustion du biogaz produit sur le site, qui permet de brûler les COV extraits à une température de 900 °C et qui produit la vapeur nécessaire pour le stripping.

Les rejets à l'atmosphère de l'unité de traitement des lixiviats ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes, exprimées sur gaz sec pour une teneur en oxygène de 11 % :

Paramètres	Valeurs limites en mg/Nm <sup>3</sup>
Poussières totales	10
CO	150
COV non méthaniques	20
SO <sub>2</sub>	150
Nox	50
H <sub>2</sub> S	15
NH <sub>3</sub>	50

L'exploitant fait réaliser une campagne annuelle d'analyses sur les rejets à l'atmosphère du dispositif « flot tombant » par un organisme de contrôle agréé par le ministère de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées s'il n'est pas agréé à cet effet.

**En complément, les lixiviats peuvent aussi être traités par une unité de traitement mobile mettant en œuvre un procédé de traitement par osmose inverse associé à des dispositifs de prétraitement ou de traitement complémentaires.**

Les installations sont dimensionnées de façon à pouvoir traiter des lixiviats en provenance d'installations de stockage de déchets non dangereux extérieures, pour une capacité moyenne de traitement des lixiviats extérieurs de 30 m<sup>3</sup>/jour.

**Les perméats (lixiviats traités dans les unités de traitement) satisfaisant les critères suivants :**

- pH compris entre 6,5 et 8,5
- conductivité < 500 µS/cm
- MES < 100 mg/l

sont évaporés dans un modulé dédié équipant la torchère.



**Le rejet des perméats dans le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface est interdit.**

### **Article 7**

L'article 47-4 de l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié est remplacé par l'article ci-dessous :

« Article 47.4 : Dispositions relatives à la partie de l'ISDND Montois III :

**La couverture finale a une structure multicouche avec au minimum du bas vers le haut :**

- **une couche de forme de 50 cm de matériaux inertes ;**
- **une géomembrane en PEHD ;**
- **un géosynthétique drainant ;**
- **une couche de terre de revêtement d'au minimum 80 cm d'épaisseur dont 30 cm de terre permettant la plantation d'une végétation favorisant l'évapotranspiration .**

**La couverture finale de la subdivision de casier n°1 et de la subdivision de casier n°2 est mise en place au plus tard 2 ans après la fin de l'exploitation de la subdivision de casier n°2.**

**La couverture finale des subdivisions de casier exploitées en mode bioréacteur (n°3.1, 3.2, 3.3, 4.1, 4.2, 5.1 et 5.2) est mise en place au plus tard 6 mois après la fin de l'exploitation de chaque subdivision de casier exploitée en mode bioréacteur.**

**La géométrie du réaménagement final se présente sous la forme d'un dôme de pente générale 5 %. Le plan de réaménagement final respecte les plan et profil figurant à l'annexe 2 du porter à connaissance de l'exploitant du 14 mars 2019.**

Cette pente permet de diriger toutes les eaux de ruissellement vers des dispositifs de collecte et ne doit cependant pas créer de risque d'érosion de la couverture en place.

La cote maximale du terrain réaménagé sur la partie à exploiter de l'ISDND est de 300 m NGF.

Afin de favoriser l'intégration du site dans son environnement, le dôme de réaménagement est végétalisé.

La plantation éventuelle de végétation ligneuse n'est autorisée que sur des zones non concernées par le stockage de déchets. »

### **Article 8**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'Environnement.

### **Article 9 : Délais et voies de recours**

En application de l'article R 181-50 du code de l'environnement :

"Les décisions mentionnées aux articles [L. 181-12](#) à [L. 181-15](#) peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°."

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr/>

**Article 10 : Information des tiers**

- 1) une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Montois la Montagne et peut y être consultée par toute personne intéressée ;  
*Noyeuve Grande*
- 2) un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Montois la Montagne pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Montois la Montagne et de *Noyeuve Grande* ;
- 3) l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat de la Moselle : « [www.moselle.gouv.fr](http://www.moselle.gouv.fr) - Publications - Publicité légale installations classées et hors installations classées - arrondissement de METZ »

**Article 11 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le maire de *Noyeuve Grande* Montois la Montagne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SFTR.

Fait à Metz, le 06 SEP. 2019

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

  
Olivier DELCAYROU